

OGEC ANNE MARIE JAVOUHEY
Association Loi 1901 enregistrée sous le n°3288

4 rue des Remparts
29200 BREST

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2023

Aux membres,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OGEC ANNE MARIE JAVOUHEY relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/09/2022 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Contrôle du niveau des contributions familles corrélativement à l'évolution des effectifs scolaires : l'audit permet de reconnaître une bonne fiabilité et un bon suivi des effectifs scolaires.
- Contrôle du correct traitement comptable des immobilisations : dotation aux amortissements, travaux en cours de la nouvelle construction.
- Justification des soldes de trésorerie.
- Validation de la traduction comptable de certaines opérations inhérentes aux fonds associatifs : respect de la distinction comptable des fonds associatifs avec ou sans droit de reprise, examen du traitement comptable des subventions d'investissement et de fonctionnement, contrôle de la présence en annexe des informations relatives aux subventions.
- Validation du raccordement des états de paye et la comptabilité.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés aux membres de l'OGEC sur la situation financière et les comptes annuels.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brest, le 9 janvier 2024

SAS BLECON ET ASSOCIES
Commissaire aux Comptes



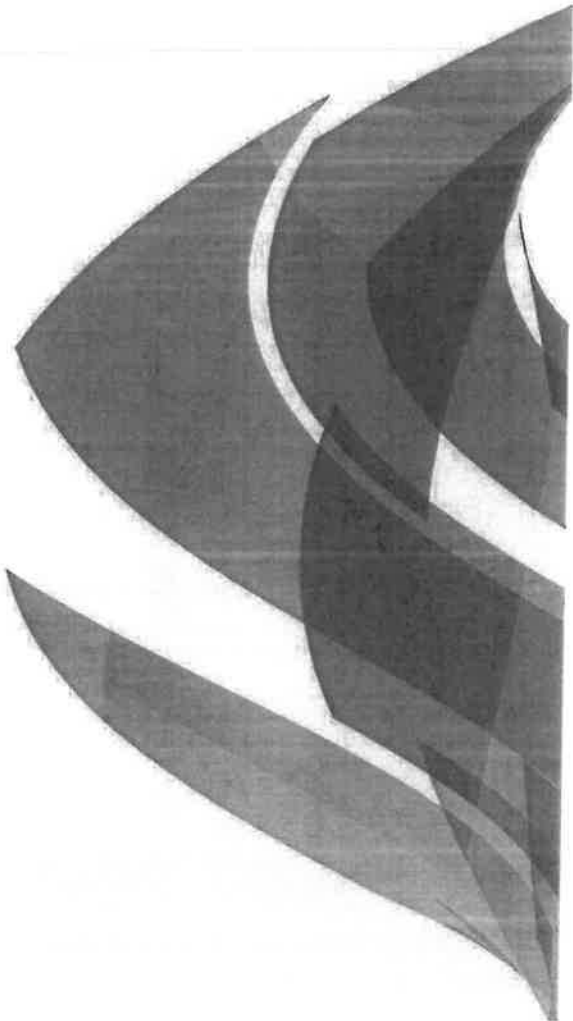



Représentée par Laurent VRILLON



OGE C JAVOUHEY RIVE DROITE

COMPTES ANNUELS | 2023

Exercice comptable du 01/09/2022 au 31/08/2023

- 
-  Compte de résultat
 -  Bilan
 -  Annexes



ACTIF		2021/2022	2022/2023		
		NET	Brut	Amortiss. Dépréc. (-)	NET
IMMOBILISE	Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	0	18 886	18 886	0
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles	0	18 886	18 886	0
	Terrains				
	Constructions et aménagements	8 006 525	19 623 027	11 894 340	7 728 687
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	216 963	3 047 634	2 794 732	252 902
	Mobilier et matériel de bureau	48 043	348 948	244 617	104 331
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	383 694	1 031 635	682 658	348 976
	Immobilisations corporelles en cours	96 342	691 127		691 127
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles	8 751 567	24 742 371	15 616 348	9 126 023
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	2 179	2 222		2 222
	Prêts				
	Autres	22 542	22 542		22 542
CIRCULANT	Immobilisations financières	24 721	24 764		24 764
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	8 776 288	24 786 021	15 635 235	9 150 786
	Stocks et en-Cours	17 871	51 451	33 580	17 871
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Clients (familles, usagers)	43 910	56 035	44 277	11 759
	Personnel et organismes sociaux	2 958	1 950		1 950
	Etat et autres collectivités publiques	118 013	231 305		231 305
	Fédérations, unions, associations affiliées				
	Autres	27 237	75 669		75 669
	Créances	192 118	364 960	44 277	320 683
	Placements : valeurs mobilières		800 000		800 000
	Banques et assimilées	3 088 819	1 883 314		1 883 314
	Caisse	666	351		351
	Comptes financiers	3 089 484	2 683 665		2 683 665
	Charges constatées d'avance	97 348	105 693		105 693
	TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 396 821	3 205 768	77 856	3 127 912
= TOTAL ACTIF		12 173 109	27 991 790	15 713 091	12 278 698

(1) voir détail dans l'annexe

PASSIF

	2021/2022	2022/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires	
	Fonds propres complémentaires	1 218 129
	Fonds propres sans droit de reprise	1 218 129
	Fonds propres statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	Fonds associatifs avec droit de reprise	
	Réserves statutaires ou contractuelles	
	Réserves pour projets	143 047
	Autres	
	Réserves	143 047
	Report à nouveau	5 381 811
	Excédent ou déficit de l'exercice	720 003
	Situation nette (sous-total)	7 462 991
	Subventions d'investissement	1 491 299
	Provisions règlementées et autres fonds propres	
	TOTAL FONDS PROPRES	9 305 240
FD	FONDS REPORTES ET DEDIES	
PROVISIONS	Provisions pour risques	5 275
	Provisions pour pensions et obligations similaires	150 734
	Autres provisions pour charges	
	TOTAL PROVISIONS	161 857
DETTES	Capital emprunté	2 618 095
	Autres emprunts et dettes financières	0
	Intérêts courus et concours bancaires	1 085
	Emprunts et dettes financières	2 619 180
	Avances et acomptes reçus	36 186
	Dettes sur immobilisations	127 721
	Fournisseurs et comptes rattachés	138 529
	Personnel et organismes sociaux	83 419
	Etat et autres collectivités publiques	2 648
	Clients (familles, usagers)	2 360
	Fédérations, unions, associations affiliées	
	Autres	15 797
	Autres dettes	370 475
	Produits constatés d'avance	36 968
	TOTAL DETTES	3 062 809
II	TOTAL PASSIF	12 278 698

Comptes 2019/2020 approuvés par l'assemblée générale, selon le règlement CRC n°99-01

Compte de résultat réglementaire



Produits d'exploitation	2021/2022	2022/2023
Cotisations		
Ventes de biens et services	1 958 011	2 071 478
• Ventes de biens	20 010	22 264
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
• Ventes de services	1 938 001	2 049 214
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	2 476 670	2 566 376
• Concours publics et subventions d'exploitation	2 476 470	2 560 002
• Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
• Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
• Contributions financières	200	6 374
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	69 659	70 285
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	0	0
Total des produits d'exploitation	4 504 340	4 708 139

Charges d'exploitation	2021/2022	2022/2023
Achats de marchandises	10 782	14 770
Variation de stock	23 353	20 825
Autres achats et charges externes	1 560 827	1 834 905
Aides financières	43 382	43 266
Impôts, taxes et versements assimilés	127 457	126 769
Salaires et traitements	1 207 968	1 248 886
Charges sociales	410 899	427 413
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	862 294	816 626
Dotations aux provisions	17 293	5 848
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 357	4 083
Total des charges d'exploitation	4 265 610	4 543 390
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	238 730	164 749

Opérations financières	2021/2022	2022/2023
Produits financiers de participation		
produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	458	11 542
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	458	11 542
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	19 918	19 037
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	19 918	19 037
RÉSULTAT FINANCIER	-19 460	-7 494
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	219 270	157 255

Compte de résultat réglementaire

Document communiqué
au contrôle de la
comptabilité aux comptes

Opérations exceptionnelles	2021/2022	2022/2023
Sur opérations de gestion	4 468	4 834
Sur opérations en capital	704 556	251 804
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	25 193	
Total des produits exceptionnels	734 217	256 638
Sur opérations de gestion	522	239
Sur opérations en capital	232 962	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles	233 483	239
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	500 733	256 399
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives		2 477
RÉSULTAT NET COMPTABLE	720 003	411 177

Comptes 2019/2020 approuvés par l'assemblée générale, selon le règlement CRC n°99-01

Contributions volontaires en nature	2021/2022	2022/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Contributions reçues		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Emplois des contributions reçues		



I. Informations générales

1 - Identification de l'association

L'association "OGEJ JAVOUHEY RIVE DROITE" a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle peut à cet effet se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal (accueil, transport, hébergement, restauration, mise à disposition de locaux, etc.).

Elle porte notamment les activités suivantes : Maternelle ; Primaire ; Collège ; Lycée ; Ens. supérieur ;

Pour assurer ces activités, l'association s'appuie sur :

- Un ensemble de locaux mis à disposition gracieusement et représentant une surface totale de 16826 m2
- 37 équivalents temps plein salariés
- 136 personnels enseignants mis à disposition par l'Etat

2 - Faits marquants de l'exercice

L'OGEJ JAVOUHEY RIVE DROITE a ouvert à la rentrée 2021-2022 une formation en alternance responsable du pilotage et du développement commercial en partenariat avec le CFA ECB. En 2022-2023 une seconde formation responsable de mission en cabinet d'expertise comptable a vu le jour, également en alternance.

3 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant

II. Principes, règles et méthodes comptables

1 - Durées et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/22 au 31/08/23.

2 - Référentiel comptable

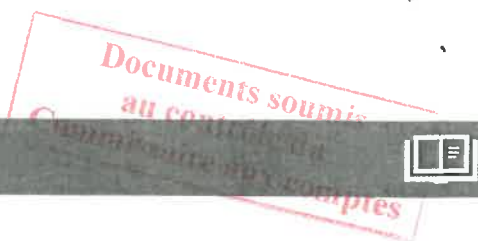
Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) publiée par la FNOGEC.

3 - Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

4 - Changements comptables

III. Notes sur le Bilan



1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.
Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. **Tableau n°1**).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suit un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire
Structure (gros œuvre)	40 ans	2,50%
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	20 ans	5%
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Equipeement de restauration	5 à 12 ans	8,33 à 20 %
Matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel de transport	5 ans	20%
Matériel informatique	3 ans	33,33%
Matériel de reprographie	3 ans	33,33%
Logiciels	3 ans	33,33%

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. **Tableau n°2**).

2 - Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. **Tableau n°3**).

Les dépréciations des créances, en particulier celles liées aux clients, ont été calculées en fonction du risque individuel de non recouvrement. Ce risque a été apprécié compte tenu des circonstances (présence de l'élève dans l'établissement, incidents de paiement constatés, etc.) et du principe de prudence.

3 - Échéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. **Tableau n°4**).

4 - Évaluation des valeurs mobilières de placement

Un tableau des valeurs mobilières est joint si l'établissement dispose de VMP cotées (cf. **Tableau n°5** le cas échéant). En cas de moins-value latente, une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des VMP au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (cf. **Tableau n°3** le cas échéant).



5 - Fonds propres

Un tableau de variation des fonds propres est joint (cf. **Tableau n°6**).

6 - Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Un tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (cf. **Tableau n°7**).

6 - Provisions

Engagements de retraite :

Le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite et de pension fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

L'évaluation des engagements est effectué via une méthode actuarielle, en application de la convention collective EPNL section 9 et d'un coefficient d'actualisation de 0,8%.

Autres provisions :

Néant

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. **Tableau n°8**).

7 - Fonds dédiés

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations des fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations des fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint si l'association en fait état (cf. **Tableau n°9** le cas échéant).

8 - Passifs éventuels

Néant



IV. Notes sur le compte de résultat

1 - Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

L'adhésion à l'association ne nécessite pas le versement d'une cotisation.

2 - Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73. Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (cf. **Tableau n°10**).

3 - Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes en lien avec la formation initiale sous statut scolaire faisant l'objet d'un contrat avec l'Education Nationale. Il convient d'y ajouter depuis 2021-2022 le chiffre d'affaires réalisées par l'UFA Sup Javouhey au titre des formations Bachelor en Alternance.

4 - Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen salarié pendant l'exercice est évalué à :

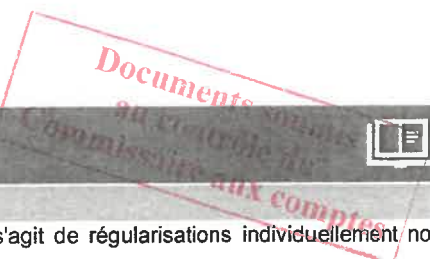
- Cadres et Agents de maîtrise : 9 salariés
- Employés : 38 salariés

5 - Rémunération des dirigeants

Conformément aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à mentionner des éléments de rémunération individuels.

6 - Rattachement des charges et produits à l'exercice

Postes inclus au bilan	Montant (€)	Commentaire
Fournisseurs	3 478	Les charges à payer des fournisseurs sont majoritairement composées de factures non parvenues sur des prestations effectuées sur l'exercice. Celles des personnel et organismes sociaux sont constituées de charges sur salaires non versées à la clôture et de provisions (congés payés notamment). Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit de charges sur salaires ou de subventions perçues d'avance.
Personnel et organismes sociaux	341	
Etat et collectivités		
Autres charges à payer	51 231	
Charges à payer	55 050	
Familles et usagers		Les produits à recevoir familles et usagers concernent des prestations effectuées sur l'année scolaire et non enregistrées à la clôture. Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit majoritairement de subventions justifiées sur l'exercice. Les autres produits à recevoir sont composés de régularisation des comptes sociaux ou des autres tiers.
Etat et collectivités		
Autres produits à recevoir	71 308	
Produits à recevoir	71 308	
Charges constatées d'avance	105 693	Il s'agit généralement de charges et produits affectés à l'année scolaire suivante : fournitures scolaires, abonnements, contrats de maintenance, etc.
Produits constatés d'avance	45 324	



7 - Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont détaillés par nature dans le compte de résultat. Il s'agit de régularisations individuellement non significatives, qui n'appellent aucun commentaire particulier.

8 - Autres produits et charges

Néant

V. Autres informations

1 - Informations sur les transactions avec les contreparties

Néant

2 - Engagement financiers donnés et reçus

Néant

3 - Engagements pris en matière de crédit-bail

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint si l'établissement en dispose (cf. **Tableau n°11** le cas échéant).

4 - Contributions volontaires en nature

Néant

5 - Autres informations significatives

Néant

Annexes comptables - Tableaux

Document soumis
au contrôle du
Commissaire aux



Tableau n°1 - Mouvements des immobilisations	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	18 886				18 886
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles	18 886				18 886
Terrains (y compris aménagements de terrains)					
Constructions et aménagements	19 294 265	328 762			19 623 027
Installations techniques, matériel et outillage pédagog.	2 921 514	126 120			3 047 634
Mobilier et matériel de bureau	332 623	79 402	63 077		348 948
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	1 021 433	10 202			1 031 635
Immobilisations corporelles en cours	96 342	815 380	220 596		691 127
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	23 666 178	1 359 866	283 673		24 742 371
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	2 179	43			2 222
Prêts					
Autres	22 542				22 542
Immobilisations financières	24 721	43			24 764

Tableau n°2 - Mouvements des amortissements	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	18 886				18 886
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles	18 886				18 886
Terrains (y compris aménagements de terrains)					
Constructions et aménagements	11 287 741	606 600			11 894 340
Installations techniques, matériel et outillage pédagog.	2 704 550	90 182			2 794 732
Mobilier et matériel de bureau	284 581	23 114	63 077		244 617
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	637 739	44 919			682 658
Immobilisations corporelles	14 914 611	764 815	63 077		15 616 348

Tableau n°3 - Mouvements des dépréciations d'éléments d'actif	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
DEPRECIATIONS				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks et en-cours	54 405		33 580	54 405
Comptes usagers (familles, élèves)	41 926		18 231	15 881
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
Total	96 331	51 811	70 285	77 856
DOT.				
Dotations/reprises d'exploitation			51 811	70 285
Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles				

Annexes comptables - Tableaux



Document soumis au contrôle du commissaire aux comptes

Tableau n°4a - Etat des échéances des créances	Montant brut	≤ 1 an	> 1 an
Participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés	2 222		2 222
Prêts			
Autres	22 542		22 542
Créances de l'actif immobilisé	24 764		24 764
Créances clients (familles, usagers)	56 035	56 035	
Créances personnel et organismes sociaux	1 950	1 950	
Créances Etat et autres collectivités publiques	231 305	231 305	
Autres créances	75 669	75 669	
Créances de l'actif circulant	364 960	364 960	
TOTAL CREANCES	389 723	364 960	24 764

Tableau n°4b - Etat des échéances des dettes	Montant brut	≤ 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Sûretés réelles consenties
Capital emprunté	2 262 326	355 769	1 318 730	587 828	
Autres emprunts et dettes assimilées	0			0	
Intérêts courus et concours bancaires	959	959			
Dettes financières	2 263 285	356 727	1 318 730	587 828	
Dettes fournisseurs	310 199	310 199			
Dettes personnel et organismes sociaux	66 394	66 394			
Dettes Etat et autres collectivités publiques	38 602	38 602			
Autres dettes	51 326	51 326			
Autres dettes	466 521	466 521			
TOTAL DETTES	2 729 806	823 248	1 318 730	587 828	

Les éventuelles dépréciations des VMP sont constatées au tableau n°3

Annexes comptables - Tableaux

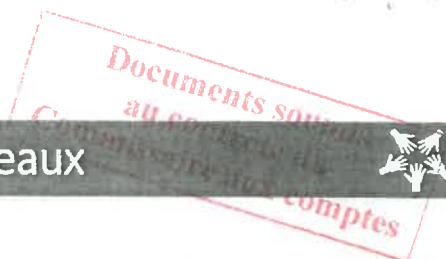


Tableau n°6 - Variation des fonds propres

	Début d'ex.	Affect. résultat	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
FONDS PROPRES					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires	1 218 129				1 218 129
Fonds propres sans droit de reprise	1 218 129				1 218 129
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projets	143 047				143 047
Autres					
Réserves	143 047				143 047
Report à nouveau	5 381 811	720 003			6 101 814
Excédent ou déficit de l'exercice	720 003	-720 003	411 177		411 177
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	7 462 991		411 177		7 874 168
Subventions d'investissement	1 491 299		134 995	195 222	1 431 073
Provisions règlementées et autres fonds propres					
= TOTAL FONDS PROPRES	8 954 290		546 172	195 222	9 305 240

Tableau n°7 - Mouvements des subventions d'investissement

	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
SUBV.				
Subventions d'investissement Région	5 641 182	128 067		5 769 249
Subventions d'investissement Département	529 791	6 928		536 719
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	364 468		133 562	230 906
Autres subventions d'investissement	0			0
Total subventions d'investissement	6 535 441	134 995	133 562	6 536 874
AMORT.				
Subventions d'investissement Région virées au résultat	4 402 888	137 451		4 540 340
Subventions d'investissement Département virées au résultat	335 761	36 341		372 102
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements virée au résultat	305 491	21 430	133 562	193 359
Autres subventions d'investissement virées au résultat	0			0
Total subventions d'investissement virées au résultat	5 044 141	195 222	133 562	5 105 801

Tableau n°8 - Mouvements des provisions

	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
PROV.				
Provisions pour risques	5 275	3 900		9 175
Provisions pour pensions et obligations similaires	150 734	1 948		152 682
Autres provisions pour charges				
Total	156 009	5 848		161 857
DOT.				
Dotations/reprises d'exploitation		5 848		
Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles				



Tableau n°10 - Détail des concours publics et subventions

	2021/2022	2022/2023
Aides à l'emploi et au développement des compétences	8 306	7 104
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales en LETP	19 839	26 089
Financement des formations par apprentissage	85 594	193 266
Forfait d'externat Etat	806 162	781 729
Forfait d'externat Région	783 735	811 411
Forfait d'externat Département	205 287	233 825
Forfait d'externat Communes et groupements de communes	430 180	397 663
Forfaits d'externat	2 225 363	2 224 629
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	85 594	193 266
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics	-85 594	-193 266
Sous-total concours publics	2 339 102	2 451 088
Subventions Etat	5 158	5 931
Subventions Région	45 450	27 798
Subventions Département	5 895	7 816
Subventions Communes et groupements de communes	37 831	42 724
Subventions issues de programmes de l'Union Européenne	41 993	21 117
Autres subventions d'exploitation	1 040	3 529
Reports de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	137 369	108 915
TOTAL CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2 476 470	2 560 002